

VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 21 septembre 2026

Faits saillants

- La Suisse reste le 2^{ème} investisseur étranger en France en 2025.
- Le Parlement valide l'accord avec le Mercosur qui fera sûrement l'objet d'un référendum.
- La BNS maintient son taux directeur à 0%.
- Lex UBS : le Conseil des États se rapproche de la position du Conseil fédéral.

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 24/09	Var. vs 17/09
EUR/CHF	0,9422	- 0,5 %
USD/CHF	0,8278	+ 0,3 %
SMI	13 906	- 0,3 %
Taux 10a	0,615 %	+ 4 pb

Macroéconomie

IDE : Selon les dernières données de la Banque de France, la Suisse est en 2025 le 2^{ème} investisseur étranger en France, avec un stock d'IDE de 114,6 Md EUR en investissement ultime, derrière les États-Unis (163,7 Md EUR) et devant l'Allemagne (108,2 Md EUR). Les IDE suisses représentent 12,8% du total. La Banque de France a par ailleurs révisé ses données pour 2024, plaçant également la Suisse au 2^{ème} rang, avec un stock de 110 Md EUR (contre le 3^{ème} rang avant révision). A l'inverse, la Suisse est la 9^{ème} destination des IDE français avec 42,7 Mds EUR (2,8% du total).

Accord de libre-échange AELE - Mercosur : Après le Conseil des Etats, le Conseil national a validé l'accord avec le Mercosur, par 118 voix contre 66 et 10 abstentions (cf. [communiqué](#) et [veille économique et financière du 11 au 18 septembre](#)). Le Conseil national a proposé d'octroyer 25 M CHF à la lutte contre la déforestation, somme validée par le Conseil des Etats. Ainsi, au total, le Parlement a débloqué 480 M CHF pour des crédits d'investissement entre 2028 et 2033, 37 M CHF pour la promotion des ventes et 25 M CHF pour la lutte contre la déforestation. Le monde agricole demandait initialement 880 M CHF pour la période 2028–2035. Plusieurs associations et organisations de la société civile ont immédiatement annoncé l'organisation d'un référendum. Comme pour tout référendum facultatif fédéral contre un arrêté du Parlement, il doit collecter 50 000 dans les 100 jours à compter de la publication officielle de l'arrêté dans la Feuille fédérale.

Politique monétaire : Conformément aux attentes, la Banque nationale suisse (BNS) a décidé de conserver son taux directeur à 0%, niveau où il se trouve depuis juin 2025, malgré une inflation en légère hausse, à l'issue de sa 3^{ème} réunion de politique monétaire de 2026 (cf. [communiqué](#)). Au besoin, la Banque nationale est en outre disposée à intervenir sur le marché des changes afin de garantir des conditions monétaires appropriées. Depuis juin, l'inflation a continué d'augmenter, principalement en raison du renchérissement de l'énergie. Toutefois, la prévision d'inflation conditionnelle se situe dans la plage de stabilité pour toute la période sur laquelle elle porte. Le mandat de la BNS repose sur le maintien de l'inflation dans la fourchette [0% ; 2%]. Or, en moyenne

annuelle, l'inflation s'établit à 0,7% pour 2026, à 0,8% pour 2027 et à 0,8% pour 2028. Parallèlement, la BNS a sensiblement relevé sa prévision de croissance du produit intérieur brut (PIB) pour l'année en cours, dans une fourchette de 1,5% à 2,0% contre environ 1% mi-juin. Cela s'explique notamment par la performance de l'industrie chimique et pharmaceutique. La BNS maintient sa prévision d'environ 1,5% pour 2027. L'évolution de l'économie mondiale constitue la principale incertitude pesant sur les perspectives économiques de la Suisse, notamment en raison de la situation au Moyen-Orient.

Association de la Suisse à Schengen/Dublin : Selon un rapport du Conseil fédéral, l'association à Schengen/Dublin renforce l'économie et la sécurité de la Suisse (cf. [communiqué](#)). Ce rapport est une réponse au postulat 24.3946 du groupe libéral radical « Présenter les coûts et les avantages de Schengen et de Dublin ». La libre circulation des marchandises et des personnes est essentielle pour la prospérité et l'attractivité de la Suisse. Si la Suisse n'était plus associée à Schengen/Dublin, son PIB en 2035 pourrait être jusqu'à 3,9% inférieur à ce qu'il serait autrement. L'étude tient notamment compte de l'impact sur les embouteillages aux frontières, le nombre de frontaliers, le tourisme et l'asile. Au-delà de l'aspect financier, la Suisse retire de réels avantages de Schengen/Dublin en matière de sécurité intérieure, d'accès aux données et de coopération transfrontalière. Même si des ressources financières supplémentaires considérables étaient octroyées, la Suisse ne pourrait pas garantir un niveau de sécurité comparable à celui que lui procure son association à Schengen/Dublin.

High level week des Nations Unies : Le Président de la Confédération, Guy Parmelin, a plaidé en faveur du dialogue et du commerce libre lors de l'ouverture du débat général des Nations Unies à New York, dans le cadre de la semaine de haut niveau de la 81^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies (cf. [communiqué](#)). Alors que l'ordre international est soumis à de fortes tensions et que les institutions multilatérales sont sous pression, le Président a invité à la coopération. La Suisse se tient toujours prête à offrir un espace neutre et ouvert pour accueillir ce dialogue, a-t-il rappelé. Dans l'économie mondiale, le protectionnisme progresse et Guy Parmelin a défendu un commerce équitable fondé sur des règles communes, ce qui importe particulièrement pour une petite économie ouverte comme la Suisse. Il a également rappelé les ambitions du Geneva AI Summit, qui se tiendra les 21 et 22 juin 2027 sous la devise « *Bridging Innovation and Trust* ».

Secteurs financiers

Lex UBS : Dans le cadre des débats parlementaires sur la « Lex UBS », qui porte notamment sur la couverture en fonds propres des participations détenues dans des filiales étrangères, le Conseil des États (chambre haute) s'est prononcé, le 23 septembre, en faveur d'une solution proche de celle du Conseil fédéral. Il a retenu une couverture à 90 % en fonds propres CET1, contre 100 % proposés par le gouvernement. Cette solution est nettement plus contraignante que le compromis défendu le 31 août en commission, qui prévoyait une couverture à 50 % en CET1 et à 50 % au moyen d'obligations Additional Tier 1 (AT1) (cf. [veille économique et financière du 29 août au 4 septembre](#)). Les 10 % non couverts en CET1 offriraient néanmoins une certaine marge de manœuvre à UBS.

Dans un communiqué, UBS a regretté cette décision, estimant que, si elle était confirmée à l'issue du processus parlementaire, elle conduirait à « un durcissement excessif des exigences de fonds propres suisses, qui figurent déjà parmi les plus strictes au monde ». Le dossier doit désormais être examiné par le Conseil national (chambre basse).

Secteurs non financiers

Energie : L'approvisionnement de la Suisse en produits pétroliers n'est plus tributaire des réserves obligatoires (cf. [communiqué](#)). L'office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays (OFAE) avait autorisé des prélèvements dans les réserves obligatoires de produits pétroliers à hauteur de 3% des réserves obligatoires de diesel et d'essence, du 8 au 20 septembre, en raison de la suspension temporaire de la production de l'unique raffinerie du pays, à Cressier (cf. [veille économique et financière du 5 au 10 septembre](#)). La totalité des prélèvements a été utilisée pour l'essence, contre environ deux tiers pour le diesel. La raffinerie de Cressier a repris son activité la

semaine passée avec une interruption de deux semaines et l'approvisionnement en essence et en diesel peut de nouveau être assuré par les canaux usuels. La situation de l'approvisionnement en produits pétroliers reste toutefois tendue en raison du bas niveau persistant du Rhin.

Cacao et café : La Suisse, pôle majeur du négoce et de la transformation de cacao et de café, a décidé d'octroyer une aide financière de 22 M CHF à la Plateforme suisse du cacao durable (SWISSCO) et à la Plateforme suisse de café durable (SSCP) pour la période 2026-2030 (cf. [communiqué](#)). Ces deux plateformes regroupent une centaine d'entreprises suisses, des organismes de recherche et des ONG. Avec le soutien du SECO, elles mettent en œuvre des projets en faveur du développement durable dans les pays producteurs.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Etienne OUDOT de DAINVILLE

Rédaction : Julie MURO, Justine BULTEL

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Crédits visuels : Pixabay